

Ministère de la défense

Le 30 Novembre 1997

Collège interarmées de défense

GEOPOLITIQUE

DE LA CORNE DE L'AFRIQUE

Un siècle d'influence entre pays européens

puis entre l’Ethiopie et la Somalie

Lieutenant-colonel HASSAN ALI

DIVISION A /A 2

Introduction

L'étude des événements qui ont bouleversé la Corne de l'Afrique pendant ces cent dernières années présente un grand intérêt car ils sont le résultat de luttes d'influences croisées, d'oppositions internes ancestrales, claniques, ethniques ou religieuses confrontées aux impérialismes étrangers, colonialisme européen puis d'une opposition idéologique Est-Ouest.

La décolonisation voit renaître et s'amplifier les oppositions traditionnelles, consacrant la faillite des organisations internationales. L'opposition Est-Ouest provoque l'intrusion de l'Union soviétique dans les conflits locaux. Cette intervention, extrêmement dommageable pour les pays de la Corne de l'Afrique, contribue fortement à la déstructuration des Etats de la région et à leur marginalisation de plus en plus accentuée.

En 1996, l'Éthiopie, morcelée de nouveau après une longue guerre avec les rebelles érythréens, est menacée sur ses confins soudanais et somaliens ; la Somalie, livrée aux luttes claniques, n'existe plus. L'avenir de la Corne de l'Afrique demeure très incertain.

1. Une zone de rivalités coloniales européennes.

L'ouverture du canal de Suez par Ferdinand de Lesseps, en 1869, a transformé le cul de sac de la Mer Rouge en voie de communication d'une importance stratégique majeure. Depuis 1880 environ, la plupart des nations européennes ressentent fiévreusement "l'appel colonial". Trois puissances portent intérêt à la Corne de l'Afrique : la France, l'Italie et le Royaume-Uni.

Jusque dans les années 1880, la présence européenne reste relativement discrète mais à partir de 1881, les implantations françaises et italiennes se multiplient. La France et, surtout, la Grande-Bretagne veulent s'assurer le contrôle de la route la plus directe vers les autres territoires de leurs immenses empires. A cette date, seule l'Italie a des visées politiques et coloniales sur l'hinterland. Rapidement, comme partout ailleurs en Afrique, les tensions nées d'ambitions concurrentes se développent entre puissances coloniales. Mais la crainte de voir les rivalités coloniales dégénérer en conflits entre pays européens comme tel avait été le cas lors de la création des premiers empires coloniaux, du XVI^{ème} - au XVIII^{ème} siècles conduit ceux-ci à la conciliation. La conférence de Berlin tranche les litiges en cours et fixe les règles pour l'avenir.

1.1. Les Britanniques en marche vers les Indes.

Après le contrôle de la voie maritime des Indes, l'impérialisme britannique sur le continent africain cherche à réaliser la liaison du Caire au Cap, simultanément par le nord et par le sud, à partir de la colonie du Cap.

Le Grande-Bretagne est établie à Aden depuis 1839 et sur l'îlot de Périm, dans le détroit de Bab el Manded à partir de 1857. Tributaire des ports de la côte somalie pour l'approvisionnement d'Aden, elle s'oppose à l'implantation des Français dans cette région. Pour les écarter, et parce qu'ils n'avaient pas alors les moyens de s'y installer eux mêmes, les Anglais ont favorisé l'implantation égyptienne à partir de 1874, puis italienne dix ans plus tard. En 1884, les Britanniques relèvent les Egyptiens dans les ports de Zeïla et de Berbera. Cette même année est créé le Protectorat du British Somaliland.

La présence britannique en Egypte et au Soudan l'amène fatalement à chercher à s'intéresser aux sources du Nil, fondement de la richesse de ces deux pays. Dans ce but, à défaut d'une soumission de l'Éthiopie, la Grande-Bretagne s'efforce d'empêcher l'établissement sur les hauts plateaux d'un rival étranger. Mais au Soudan, la conquête se heurte, pour une décennie, à la résistance des Mahdistes.

Pour limiter les prétentions françaises et italiennes, Johannès cherche l'appui des Britanniques et traite avec Ménélik, roi du Choa, qu'il reconnaît comme héritier présomptif. Cette transmission du pouvoir d'un Tigréen à un Ahmara sera la source d'importantes tensions internes dans l'Éthiopie contemporaine

En 1884, Johannès signe le traité Hewett avec le Royaume-Uni qui lui garantit l'accès à la mer par Massaoua. En revanche, il s'engage à appuyer les Britanniques dans la guerre contre les Mahdistes au Soudan.

Cependant, prétextant de l'avancée des Mahdistes vers la Mer Rouge, les Britanniques favorisent l'installation des Italiens à Massaoua où ils relèvent les Egyptiens en 1885. Johannès proteste devant cette violation des accords passés, mais engage son armée contre les Mahdistes qui lancent des raids dans l'ouest éthiopien.

1.2. Les Français en marche vers l'Indochine et Madagascar

La France vaincue en 1870-1871 a retrouvé sa force et cherche, par l'expansion, à restaurer sa grandeur. Elle y est poussée par son vainqueur, Bismarck qui tente de détourner la France d'une politique de revanche en Europe. L'expansion de l'Empire britannique en Afrique contribue, en outre, à exacerber les sentiments nationalistes de la majorité des Français. Une émulation que les Français baptiseront " la course au clocher " et les Britanniques " scramble " enfièvre les états-majors des sociétés géographiques comme les administrateurs de comptoirs. Le romantisme n'est pas en reste.

La France est présente à Obock depuis 1862 sur la côte désertique de la Dankalie, au débouché de la Mer Rouge, face à Aden, possession britannique, et à Cheik Said, acquis en 1869, sur la côte yéménite du détroit de Bab el Mandeb. Le nouvel intérêt porté par la France à l'Indochine et à Madagascar l'oblige à s'assurer sur la route de l'Extrême Orient et de l'Océan Indien de points d'appuis importants échappant au contrôle naval britannique. Aussi en 1884, un résident français, Léonce Lagarde, est-il déposé à Obock.

L'administration du territoire sera transférée à Djibouti en 1892, site jugé préférable pour l'installation d'un port et pour l'ouverture de voies de communication vers l'intérieur du continent.

Les tensions sont vives entre Français et Britanniques. Les Français s'estiment lésés par l'intrusion britannique dans la société du canal de Suez, puis par la mise sous tutelle du royaume d'Égypte en 1882. Les Britanniques, enfin, ont multipliés les difficultés à l'implantation de la France en Mer Rouge et dans le golfe d'Aden.

La France à ce moment n'a pas de visées sur les hauts plateaux. Mais le succès de son établissement en Somalie et l'aiguillon des rivalités coloniales vont rapidement lui en assigner.

1.3. Les Italiens aspirent à la recherche d'une place prépondérante en Afrique orientale

Les ambitions coloniales italiennes étaient, quant à elles, motivées par, la nécessité contraignante de trouver un débouché au trop-plein de sa population et un remède au sous-emploi. La fierté nationale la conduisait logiquement à tenter de reconstituer l'antique "mare nostrum". Mais elle se heurtait par là directement aux entreprises françaises. L'établissement du Protectorat français sur la Tunisie en 1883 terre d'accueil de nombreux Italiens pauvres, déclenche un vif ressentiment des Italiens à l'égard de la France. La crainte d'être écarté définitivement du partage de l'Afrique et de ne pouvoir canaliser vers des territoires de souveraineté italienne le surplus de sa population amorce dans la péninsule le processus d'expansion coloniale.

Mais, l'Italie arrive au stade de l'expansion coloniale à une époque où la France et la Grande Bretagne se sont assurées outre-mer des positions militaires et économiques les plus avantageuses et où seuls restent susceptibles d'appropriation le Maroc, considéré déjà comme une zone d'influence possible de la France et de l'Espagne, le désert de Tripolitaine, l'Afrique orientale, enfin. L'hostilité de Bismarck à toute entreprise qui aurait gêné l'action de la France en Afrique du nord explique également que l'intérêt du gouvernement de Rome se soit d'abord porté vers les rives africaines du sud de la Mer Rouge dont la possession lui permet de contrôler l'une des voies d'accès au canal de Suez. L'Ethiopie, présumée riche, devient l'objectif stratégique. Un enveloppement par l'Érythrée et la Somalie, ses deux façades maritimes sera le mode d'action invariant.

Sur la côte érythréenne de la Mer Rouge, l'Italie a acheté le cap Lumah en 1869 puis occupé la baie d'Assab en 1870. Sur la côte somalienne, l'Italie prend également possession de quelques points sur la côte du Bénadir dès 1874, mais l'installation n'y devient effective qu'en 1884.

Au nord, à compter de 1881, l'Italie tente d'ouvrir à partir d'Assab une voie de pénétration vers l'Abyssinie. C'est un premier échec. Le massacre de la mission de reconnaissance en 1884 fournit au ministre des Affaires étrangères Mancini, le prétexte pour faire occuper, avec l'accord britannique, Beilul, Gubbi et Massaoua en 1885.

Ainsi, dès 1885, les Italiens sont arrivés à leurs fins. Ils privent l'Éthiopie de ses débouchés maritimes et disposent en Erythrée et en Somalie, des positions stratégiques leur permettant de la prendre en tenaille.

1.4. Un essai de règlement - La Conférence internationale de Berlin

Les différents survenus entre puissances coloniales européennes concernant le partage du Bassin du Congo ont conduit, en 1884, à une tentative de conciliation afin d'éviter que ces tensions ne dégénèrent en conflits.

Le Portugal, soutenu par les Anglais revendiquait la possession de l'embouchure et une partie du bassin du Congo, ce qui aurait fermé l'Afrique centrale au commerce européen. Bismarck, qui n'a aucune visée territoriale dans cette région, saisit l'occasion de s'entendre avec la France et la Belgique pour assurer le champ libre au commerce allemand. Aux avances de Bismarck, la France répond en lui offrant la présidence d'une conférence coloniale internationale qui se tiendrait à Berlin et dont le motif serait la discussion des prétentions portugaises.

L'acte final de la conférence, le 26 février 1885 dépasse les objectifs initiaux. Il solutionne les litiges territoriaux du moment mais fixe également les règles du nouvel impérialisme colonial : toute puissance installée sur la côte pourra revendiquer l'hinterland à la condition que l'occupation de celui-ci soit effective.

Ainsi s'affirme la théorie des zones d'influence qui va permettre le partage de l'Afrique. Les quatorze puissances présentes déclarent que le devoir des nations civilisées est d'intervenir dans le monde entier pour y promouvoir la défense des droits élémentaires de la personne humaine et hâter l'acheminement vers la civilisation des peuples primitifs. Elles se font également un devoir de lutter contre l'esclavage, la traite, le trafic des armes et la violence.

La conséquence immédiate de la conférence de Berlin est la course vers l'intérieur de l'Afrique centrale et orientale. Les puissances européennes se révèlent vite impuissantes à limiter les rivalités qui s'exaspèrent dans une ambiance de renouveau nationaliste et de volonté de puissance. Les conflits entre elles seront néanmoins évités jusqu'à la deuxième guerre mondiale.

2 . Des indépendances sous tension de la guerre froide

Pour la Corne de l'Afrique, la fin du deuxième conflit mondial et la victoire des Alliés n'augure pas la paix. L'Ethiopie restaurée dans sa souveraineté y voit

l'occasion de réaliser enfin les ambitions de Ménélik, ce que ne peuvent tolérer les peuples de l'ex-empire colonial italien qui attendent leur émancipation. La décolonisation ouvre la voie à la contestation des frontières et suscite des tensions qui ne pouvaient que dégénérer en conflits.

Dans les années 70, les pays de la région, entrent volontairement dans le jeu de la guerre froide. L'émergence de régimes marxisants en Somalie et en Ethiopie, le désintérêt des Etats-Unis, traumatisés par la débâcle vietnamienne, pour une région considérée comme marginale, favorisent l'immixtion de l'Union Soviétique dans la Corne de l'Afrique. Cependant, la Somalie et l'Éthiopie exploitent l'opposition Est-Ouest pour servir leurs intérêts propres et non dans une logique de bloc. La Corne de l'Afrique devient le théâtre d'affrontements locaux dont l'intensité va croissant au fil des ans alors que, par ailleurs, les deux blocs amorcent un processus de détente.

21 - Décolonisation et non alignement dans la Corne de l'Afrique

Le second conflit mondial a sapé le prestige des puissances coloniales. L'Italie et la France entreprennent une difficile reconstruction. Le Royaume-Uni mène un vain combat retardateur pour conserver son rang dans la hiérarchie mondiale. La décolonisation finit par s'imposer aux puissances européennes, mais dans la Corne de l'Afrique, les Britanniques jouent les apprentis sorciers en tentant d'y conserver une position dominante. Favorisant tout à la fois les ambitions impérialistes du Négus et la création d'un mouvement pan-somali, ils vont déstabiliser durablement la région.

L'émancipation de la République de Somalie, qui cherche à réaliser la "Grande Somalie", conduit irrémédiablement au conflit avec l'Éthiopie. Parallèlement, l'annexion forcée de Erythrée, ouvre la voie aux luttes de peuples opprimés contre un pouvoir centralisateur à l'extrême.

Les révolutions qui, dans les années 70, livrent ces pays à des régimes marxistes ne vont rien changer à cet état de fait. Les nouveaux régimes, frères sur le plan

idéologique, mais ennemis irréductibles quant à leurs aspirations, vont poursuivre les mêmes objectifs impérialistes que leurs prédécesseurs.

22 - La Corne de l'Afrique s'embrase

La guerre froide, évolue progressivement vers la coexistence pacifique mais, si la détente permet de consolider le statu quo en Europe, elle autorise ailleurs les stratégies périphériques. Le relatif effacement des États-Unis après le traumatisme de la guerre du Viet-Nam favorise l'intrusion de l'Union Soviétique dans la Corne de l'Afrique. Cette politique est essentiellement opportuniste. Les Soviétiques s'immiscent dans les pays africains qui sollicitent leur aide. Leur appui permet à Siad Barré de prendre le pouvoir en Somalie en 1969 et assure la victoire des mouvements marxistes dans les colonies portugaises d'Angola et du Mozambique qui ont acquis leur indépendance en 1975.

En 1976, la satisfaction des besoins militaires du D.E.R.G. leur permet de supplanter les États-Unis en Éthiopie. Mais ils échouent à imposer une solidarité idéologique aux régimes somaliens et éthiopiens. Lorsqu'il leur faut choisir leur camp, après l'agression de l'Éthiopie par la Somalie, l'intérêt géostratégique primera tout naturellement, quitte à provoquer le retournement spectaculaire d'alliances.

L'intervention soviétique va précipiter la Corne de l'Afrique dans le chaos. Mais en 1979, les victoires fulgurantes de l'armée éthiopienne et du corps expéditionnaire soviéto-cubain sur les forces somaliennes et la rébellion érythréenne masquent des réalités qui se révéleront, à terme, déterminantes. Le régime éthiopien, mène en parallèle réforme collectiviste et guerre totale contre les indépendantistes érythréens et les autres mouvements autonomistes. Guerre qui connaît initialement des succès, mais dont l'acharnement renforce les maquisards dans leur détermination. Le véritable désastre humanitaire qui en résultera, largement médiatisé, fera progressivement perdre au régime éthiopien tout crédit international.

En Somalie, la débâcle militaire en Ogaden provoque une contestation de l'autorité de Siad Barré. Son appel aux Américains ne lui apporte pas le soutien escompté

dans la lutte contre l'Éthiopie. Pour se maintenir au pouvoir, il joue les clans somali les uns contre les autres, ce qui contribue rapidement à créer une situation de guerre civile qui va prendre des proportions incontrôlables. Cette politique démentielle aboutira au résultat inverse à celui recherché et entraînera à terme la disparition de l'Etat somalien.

3 - La décomposition des Etats

L'invasion de l'Afghanistan en 1979 et la révolution iranienne provoquent le raidissement des Etats-Unis. Par contre l'Union Soviétique, confrontée à l'affaiblissement général du bloc de l'Est et à ses problèmes structurels propres, incapable de rivaliser avec les Américains dans la course aux armements que ceux-ci viennent de relancer par la "guerre des étoiles", aspire à un apaisement des tensions internationales. Dans ce nouveau contexte, les risques de dérapage des conflits périphériques sont jugés inacceptables. De plus, le soutien apporté à des régimes qui ont perdu toute légitimité et toute considération internationale, lié à l'enlisement militaire nuisent à l'U.R.S.S. qui, dès 1985, cherche une porte de sortie honorable. La chute du mur de Berlin puis l'effondrement du communisme accélèrent son retrait des théâtres extérieurs.

En Ethiopie, l'armée, malgré l'immense effort de soutien soviétique, se révèle incapable de mater les rébellions dont l'assise populaire résiste à toutes les horreurs d'une guerre qui s'éternise. Le retrait des pays de l'Est sonne le glas du régime. En 1990 et 1991, les défaites s'accumulent et Menguistu est acculé à la fuite. Les maquisards prennent le pouvoir à Addis Abéba et à Asmara; l'indépendance de Erythrée est acquise.

En Somalie, l'Etat, qui apparaît de plus en plus comme l'instrument du clan Marehan, entre dans un processus irréversible de fragmentation et de dilution. Le

renversement de Siad Barré ne fait qu'accélérer cette dérive. Le désastre humanitaire est tel qu'il provoque l'intervention de la communauté internationale, Etats-Unis en tête. Celle-ci s'avère cependant impuissante à ramener la paix et la Somalie est abandonnée à son sort.

1. L'effondrement des régimes autoritaires.

▫ La chute de Siad Barré

L'échec en Ogaden précipite les tendances autonomistes de l'ex-Somaliland que la nomination de Mohamed H. Egal au poste de Premier ministre avait un temps neutralisées. L'armée est traumatisée par la défaite. Des officiers, principalement du clan Midjertin, tentent un coup d'Etat le 9 avril 1978. C'est un échec.

L'Ethiopie et la Libye soutiennent les Midjertin, qui fondent en Ethiopie en 1978 le Front Démocratique pour le Salut de la Somalie (F.D.S.S.), et les Issaq du Mouvement National Somali (M.N.S.). Ces deux mouvements entreprennent, dès 1983, des actions en territoire somalien. Mais ils n'ont que peu d'audience auprès des populations. Le F.D.S.S., miné par les divisions internes, connaîtra une rapide éclipse

Le 23 mai 1986, Siad Barré, réélu triomphalement à la Présidence de la République est très grièvement blessé dans un accident de voiture. La vacance du pouvoir voit s'affronter les partisans de l'application de la Constitution et les proches du Président. Le gouvernement devient littéralement une "association de malfaiteurs". Les mouvements d'opposition armée

somali relancent alors leurs actions dans le Nord.

Les difficultés internes prennent alors, en Somalie, comme en Ethiopie, le pas sur les menaces extérieures. Le 3 avril 1988, lors d'un sommet de l'Autorité intergouvernementale pour le développement et contre la sécheresse (I.G.A.D.), à

l'initiative du Président djiboutien Hassan Gouled qui y gagne une réputation de "sage", Siad Barré et Menguistu signent un accord de paix. Le problème des frontières reste entier mais les deux dictateurs aux abois décident de ne plus soutenir les oppositions dans le pays voisin.

Il est toutefois trop tard pour Siad Barré. Le M.N.S. s'empare de Hargeisa, capitale de l'ex-Somaliland, et d'Erigavo en mai 1988. En représailles, Hargeisa est écrasée par l'artillerie et l'aviation somaliennes. Cette répression sanglante, vaine au général Morgan, le gendre de Siad Barré, le surnom de "boucher de Hargeisa", provoque le développement des mouvements d'opposition et l'insécurité s'étend jusque dans Mogadiscio, obligeant même Siad Barré à solliciter auprès du Congrès de la Somalie unie (C.S.U.), fondé en 1989 par le clan des Hawiye et soutenu par la bourgeoisie de Mogadiscio, une trêve qui lui est refusée.

Le 27 janvier 1991, le général Aïdid, chef militaire du C.S.U., s'empare de la capitale et renverse la dictature. Siad Barré se réfugie à Kisimayou, livrant Mogadiscio au pillage, à la destruction et aux trafics des bandes armées.

✕ La chute de Menguistu

De 1983 à 1985, quatre importantes offensives cherchent à nouveau à réduire le bastion du Sahel, au nord du pays. Les pertes éthiopiennes sont importantes pour un résultat décevant. A l'aide que le Soudan apporte aux sécessionnistes tigréens et érythréens, l'Éthiopie riposte en soutenant les chrétiens persécutés du sud-Soudan.

Le 1^{er} septembre 1984, le Parti communiste éthiopien est créé - Menguistu en est élu Président. Mais à compter de 1985, l'incapacité à réduire l'insurrection érythréenne et l'impact désastreux de la famine et de la politique de "villagisation" déconsidèrent le D.E.R.G..

Moscou qui commence à se démarquer du pouvoir éthiopien et préoccupé par ses propres difficultés, renâcle pour de nouvelles livraisons d'armes. Le corps expéditionnaire soviéto-cubain est de plus en plus impopulaire en Éthiopie. En 1986, au sommet de Reykjavik qui consacre la détente entre les blocs, Gorbatchev

et Reagan, qui ont reçu les doléances d'émissaires érythréens, reconnaissent à l'Erythrée le droit à l'autodétermination.

Le 3 septembre 1987, le D.E.R.G. démissionne. Le Parlement proclame une nouvelle constitution et élit Menguistu, Président de la République. L'autonomie est théoriquement accordée à Erythrée. En juin 1989, l'Éthiopie accepte de négocier.

En 1989, le régime commence à se lézarder. Après une tentative avortée de coup d'Etat nationaliste, le corps des officiers est purgé. En 1990, malgré l'arrêt des livraisons d'équipements militaires et le début du retrait du corps expéditionnaire soviéto-cubain, l'armée éthiopienne s'efforce vainement de reprendre le contrôle de l'axe Asmara-Massaoua. Mais en février, la bataille de Massaoua s'achève par la reddition de la garnison éthiopienne. Le 25 mai, 1991 c'est au tour d'Asmara de tomber. En mai 1991, la bataille de Décamaré tourne au désastre pour les Ethiopiens dont le commandant en chef fuit, abandonnant les 120 000 hommes de son armée. Une partie des fuyards pénètre avec armes et bagages en République de Djibouti où elle est désarmée par les forces françaises et djiboutiennes. Le 21 mai 1991 Menguistu s'enfuit au Zimbabwe.

La débâcle éthiopienne acquise, les Américains soutiennent les Fronts qu'ils avaient ignorés jusqu'alors. Leur diplomatie secrète facilite la sortie de crise et assure la prise sans violence d'Addis-Ababa par le Front démocratique populaire révolutionnaire éthiopien (F.D.P.R.E.). Le 28 mai 91, un accord réglant la passation des pouvoirs est signé à Londres. Meles Zenawi, président du F.D.P.R.E., est élu chef de l'Etat. En juillet, un gouvernement provisoire est mis en place en Erythrée, sous la direction d'Issayas Afeworki, chef du Front populaire libération érythrée (F.P.L.E.). En avril 93, les populations d'Érythrée, consultées par référendum se déclarent favorables à l'indépendance. Celle-ci devient effective le 24 mai.

3.2. La Somalie devient une "zone grise"

L'armée somalienne a disparu avec la chute de Siad Barré. Les anciens militaires ont rejoint leur région d'origine en emportant avec eux un maximum d'armes. La coalition des mouvements rebelles n'a pu ou pas voulu s'entendre pour le partage du

pouvoir. Le 19 novembre 1991, le Congrès de la Somalie unie se scinde ; d'un côté, le Général Mohammed Farah Aïdid, de l'autre, Ali Mahdi, chacun cherchant à créer une structure supra-clanique. Ce dernier s'autoproclame Président d'un mythique gouvernement provisoire, écartant ainsi son rival qui se retrouve dans l'opposition. C'est le début de la guerre des clans.

Le conflit reprend de plus belle. Morgan tente à plusieurs reprises, à partir de son fief du sud, de reprendre Mogadiscio, tandis que Aïdid déloge Siad Barré de Kisimayou, provoquant sa fuite au Kenya le 29 avril. Le 18 mai 1991, les Issaq du M.N.S., las de l'anarchie sudiste, proclament unilatéralement la République du Somaliland dans ses anciennes frontières coloniales. C'est la fin de la fusion utopique des Somali en un seul Etat. En dépit de l'homogénéité ethnique, les antagonismes claniques ont fait éclater le pays. Dans la foulée de la sécession du nord, chaque clan se soulève. Créant un "Front" ou un "mouvement" indépendant. L'ère des seigneurs de la guerre et des "technichals" commence. Une lutte de quatre mois entre les factions complète la destruction de Mogadiscio. L'aide humanitaire est, pour une large part, détournée par les bandes armées. La situation humanitaire devient effroyable, en particulier dans le sud.

Le 24 avril 1992, par la Résolution 751, l'O.N.U. décide la création de l'ONUSOM et le déploiement immédiat de cinquante observateurs. Elle suggère, en outre, la création d'une force de sécurité destinée à protéger la distribution de l'aide alimentaire. Le 25 novembre, le Président Bush annonce l'intention des U.S.A. d'intervenir dans le cadre d'un mandat de l'O.N.U.. La cause humanitaire n'est qu'un prétexte, des impératifs de politique intérieure américaine se sont vraisemblablement imposés lors de cette prise de décisions.

Placée sous commandement américain et baptisée Restore Hope, l'opération débute dans la nuit du 8 au 9 décembre par le débarquement volontairement très médiatisé des Marines américains à Mogadiscio. Rapidement, elle se heurte à l'hostilité des populations et à l'opposition des chefs de guerre. L'O.N.U., devant cette opposition, et l'échec en janvier puis en mars des tentatives de conciliation menées à Addis Abeba, décide, par la Résolution 814, d'autoriser l'emploi de tous les moyens nécessaires pour instaurer les conditions de sécurité indispensables à l'action de secours humanitaire. Elle décide également de s'impliquer dans le commandement de l'opération qui, le 4 mai, devient ONUSOM II.

Mais rapidement, la situation se dégrade entre les forces onusiennes et les milices tribales, celles-ci cherchant à tirer profit de la situation. S'opposent deux logiques incompatibles - celle de l'O.N.U. qui souhaite redresser le pays en rétablissant un gouvernement et en aidant à la reconstruction et celle des clans qui défendent leurs intérêts propres et s'opposent à toute action susceptible de favoriser un autre clan.

La dégradation de la situation est telle que les pays occidentaux ne tardent pas à se désengager, laissant les pays du Tiers-Monde fournir des contingents pour la poursuite de la mission. Ceux-ci se retranchent dans Mogadiscio. En 1994, l'O.N.U. prend la décision de retrait total. Le 6 mars 1995, toutes les forces de l'O.N.U. ont quitté le pays. La Somalie est abandonnée à son sort.

Conclusion

Avec la fin de la guerre froide et la triste expérience somalienne, l'intérêt porté à la Corne de l'Afrique par les grandes puissances est devenu marginal.

En Ethiopie, le nouveau gouvernement issu des maquisards marxistes, dominé par les Tigréens, ethnie minoritaire, s'est aliéné les autres ethnies en pratiquant une politique discriminatoire à leur égard. Des mouvements d'opposition armée, dotés de capacités militaires parfois importantes, n'ont pas tardé à se manifester. L'E.P.D.R.F. a cru pouvoir les désamorcer en instaurant un fédéralisme à base ethnique

En Erythrée, le gouvernement issu du F.P.L.E., devenu le Front populaire pour la démocratie et la justice, composé de marxistes originaires des hauts plateaux, majoritairement chrétiens, a entériné une politique plus autoritaire que démocratique, provoquant la relance de mouvements d'opposition, musulmans pour l'essentiel. Maquisards issus du F.L.E. et islamistes du Mouvement érythréen du Jihad islamique revendiquent l'appartenance du pays au monde arabe et reçoivent des subsides de l'Arabie Saoudite, de l'Iran et du Yémen par le Soudan interposé. Le refus du président Afeworki d'adhérer à la Ligue Arabe et les relations privilégiées qu'il entretient avec Israël menacent de plonger l'Erythrée toute entière dans la guerre sainte.

Face à la menace commune représentée par le Soudan et son soutien à l'islamisme militant, l'Erythrée et l'Éthiopie ont signé, le 17 septembre 1994 un accord de défense. L'accès de l'Éthiopie à la Mer Rouge est garanti par le port d'Assab. Depuis cette date, les deux armées font face à l'armée soudanaise sur leurs frontières ouest où les escarmouches sont permanentes. En outre, depuis 1996, un conflit oppose les Erythréens aux Yéménites pour le contrôle des îles Hanish ; l'armée éthiopienne a pénétré au Gedo, province somalienne, pour réduire un bastion islamiste du AI-itihad al-islami.

La Somalie est devenue un non-Etat, sans représentation officielle. Trois zones survivent avec leurs revenus propres : Mogadiscio et la région sud où s'affrontent les chefs de guerre les plus célèbres Ali Mahdi, Aïdid, Omar Jess, Morgan; le bout de la Corne avec le clan Midjerti ; l'ancien Somaliland qui réclame la reconnaissance internationale de son indépendance. Nulle solution n'est en vue, aucun clan n'étant en mesure de s'imposer. La mort d'Aïdid en août 1996, bien que principal obstacle à la paix, ne résout rien pour l'instant.

Jusqu'à ce jour, l'O.N.U. comme les organisations régionales africaines se sont montrées inefficaces dans la Corne de l'Afrique.